



PANORAMA DE LA SANTE EN VALAIS

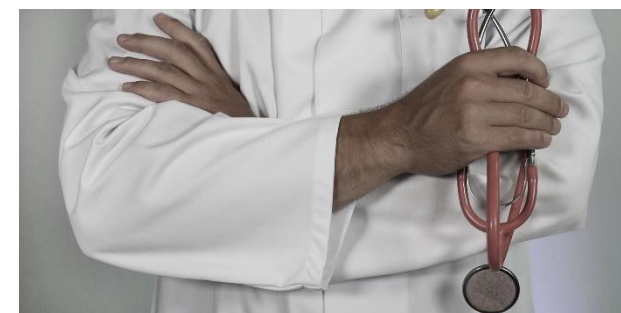
Service de la santé publique
2023

Loi fédérale sur l'assurance-maladie (LAMal)

Secteur	Régulation	Financement
Hôpitaux (activité stationnaire)	Planification cantonale (liste des hôpitaux admis)	Caisses (max. 45%) Pouvoirs publics
Etablissements médico-sociaux (EMS)	Planification cantonale	Caisses-maladie Pouvoirs publics Év. assurés
Soins à domicile		
Structures de soins de jour ou de nuit		
Ambulatoire hospitalier, cabinets médicaux, autres fournisseurs	Clause du besoin	Caisses-maladie



Garantir un accès équitable de tous à des soins de qualité et à un coût supportable.



Lois cantonales

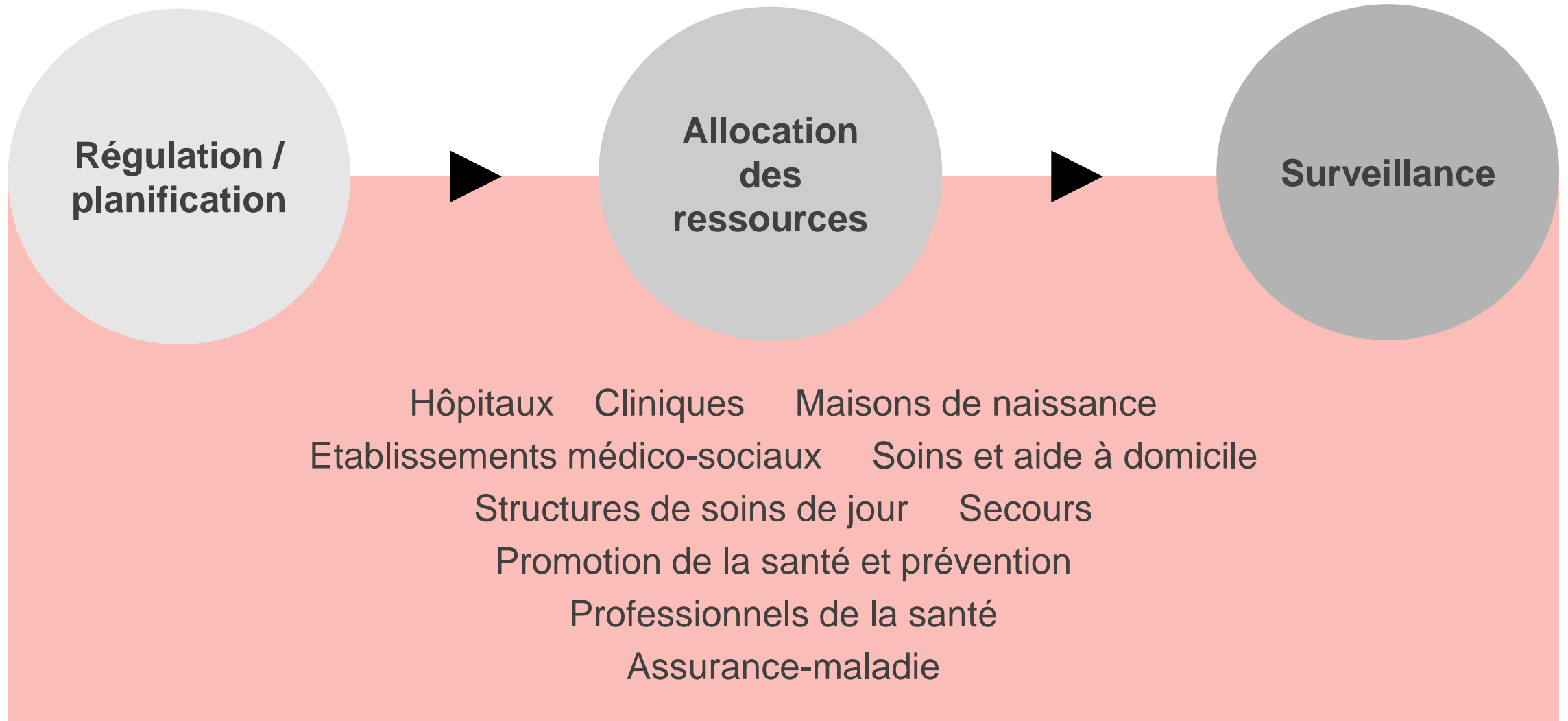
Loi sur la santé du 12 mars 2020 (LS)

Loi sur les établissements et institutions sanitaires
du 13 mars 2014, modifiée le 17 février 2016 (LEIS)

Loi sur les soins de longue durée du 14 septembre 2011 (LSLD)

Loi sur l'organisation des secours sanitaires
du 27 mars 1996, modifiée le 10 novembre 2016 (LOSS)

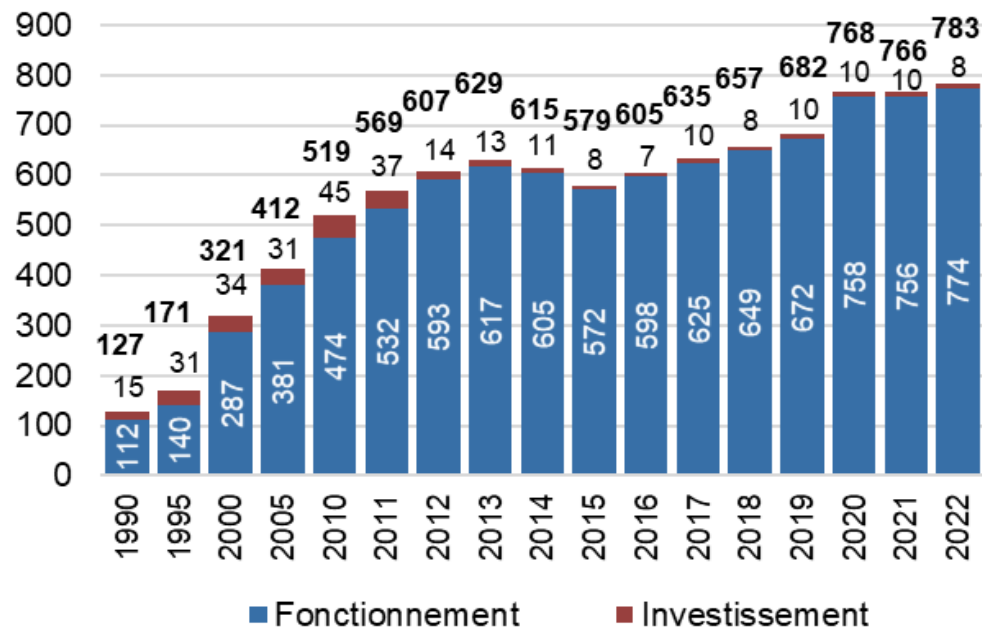
Missions



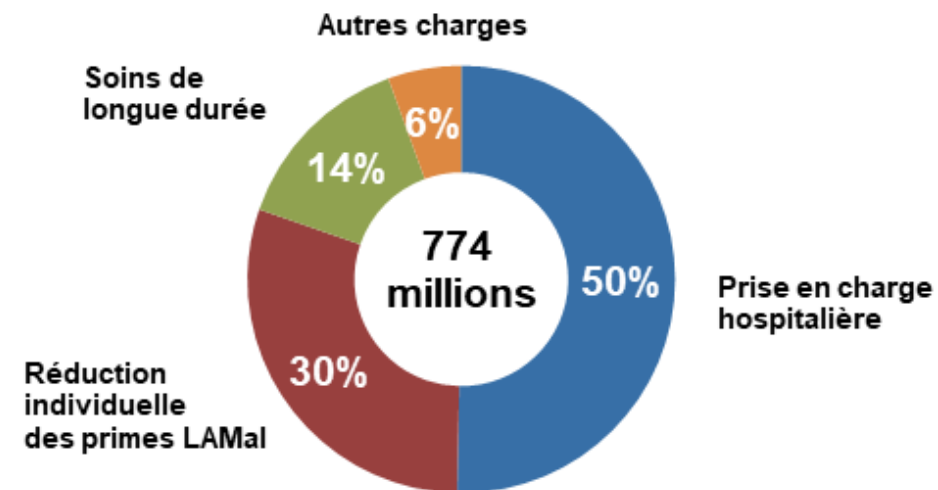
Service de la santé publique

Charges brutes du Service de la santé publique
(source: SSP)

Millions de CHF

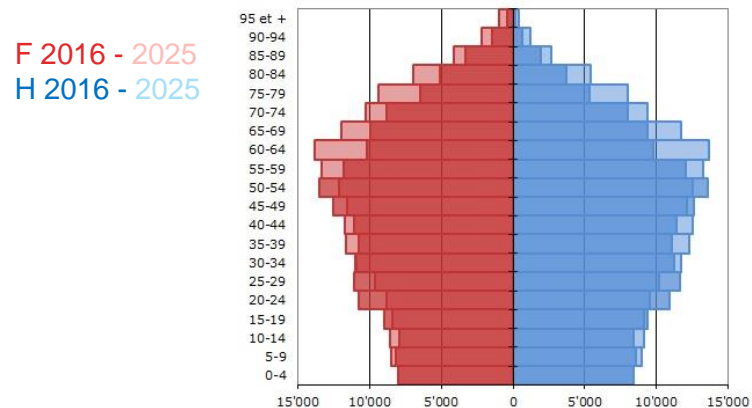


Répartition des charges de fonctionnement du
Service de la santé publique, 2022
(source: SSP)



Défis

Vieillessement de la population



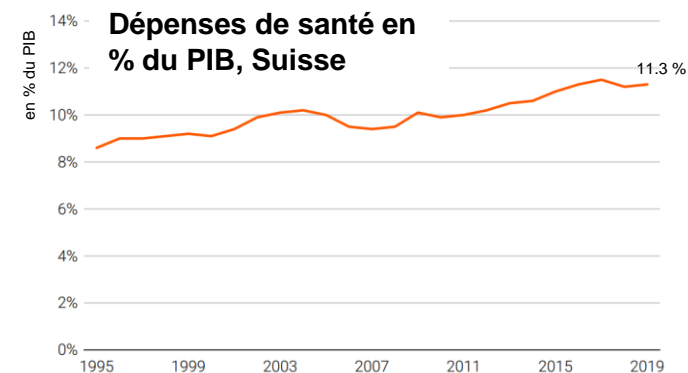
Evolution technologique



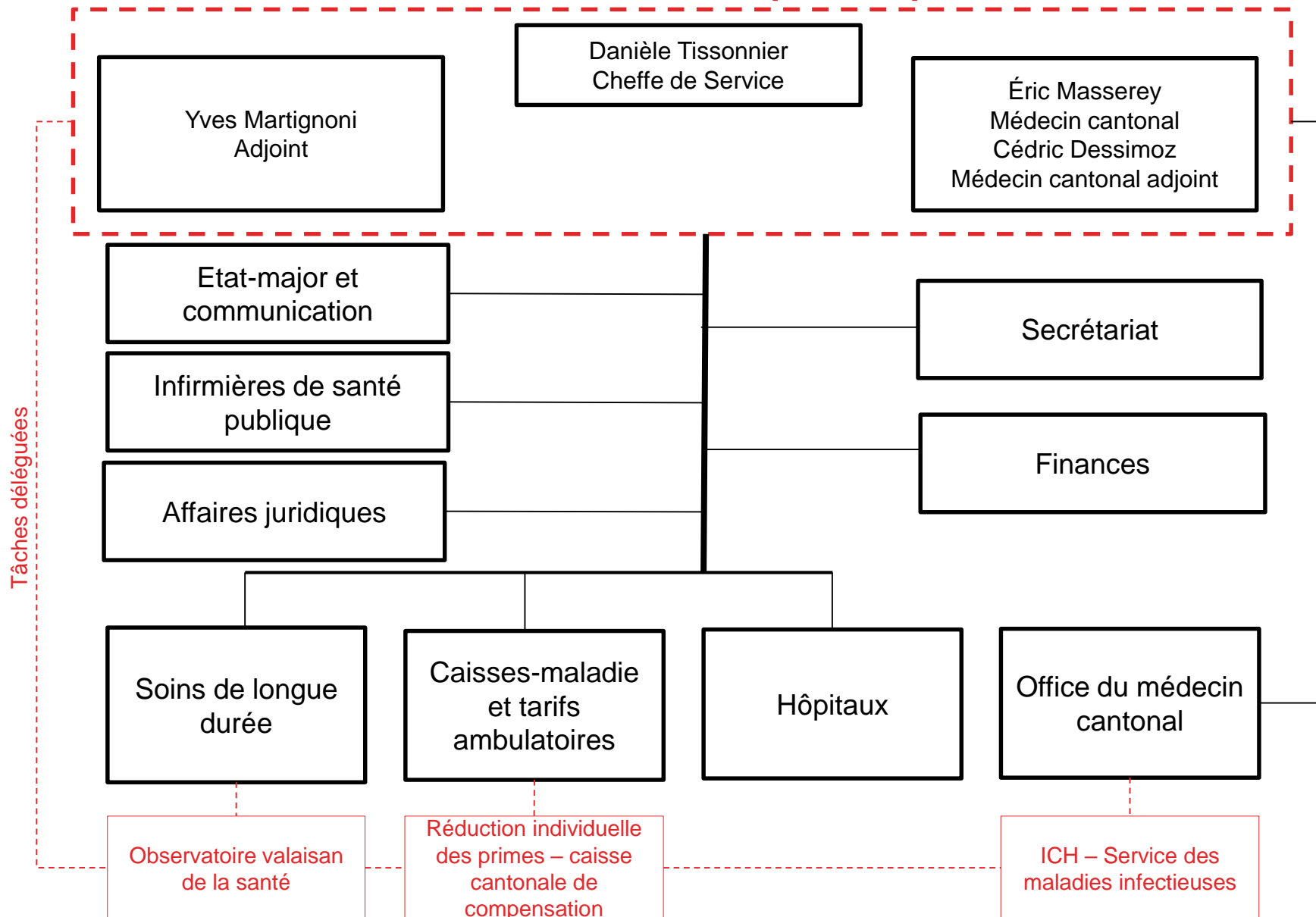
Pénurie de personnel médical et soignant



Augmentation des coûts



Organisation du Service de la santé publique





Promotion de la santé et prévention

- Stratégie cantonale de prévention et promotion de la santé (PPS2030)
- Maladies transmissibles (déclaration, lutte, vaccinations, etc.)
- Maladies non transmissibles (prévention, dépistage, Action Diabète, etc.)
- Santé scolaire (médicale et dentaire)
- Santé psychique
- Communes en santé
- Partenaires (Promotion Santé Valais, centres SIPE, Addiction Valais, etc.)



Répartition des tâches et du financement

▲ Conseil d'Etat

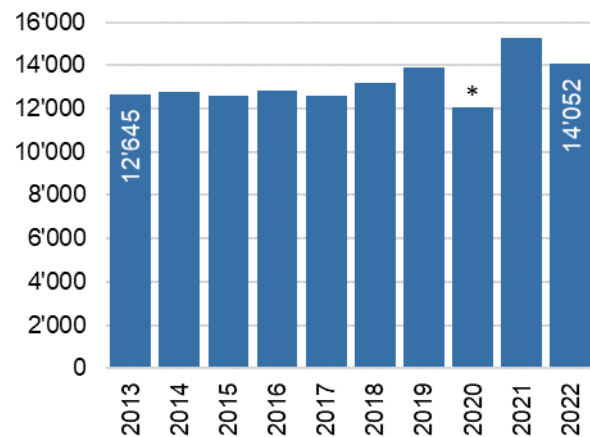
- Définition de la politique cantonale de promotion de la santé et de prévention (LS, art. 112)
- Possibilité de déléguer des tâches à des organismes publics ou privés (LS, art. 128)
 - Promotion santé Valais

▲ Financement

- Fonds cantonal financé par le droit de timbre (LS, art. 115)
- Canton (LS, art. 114)

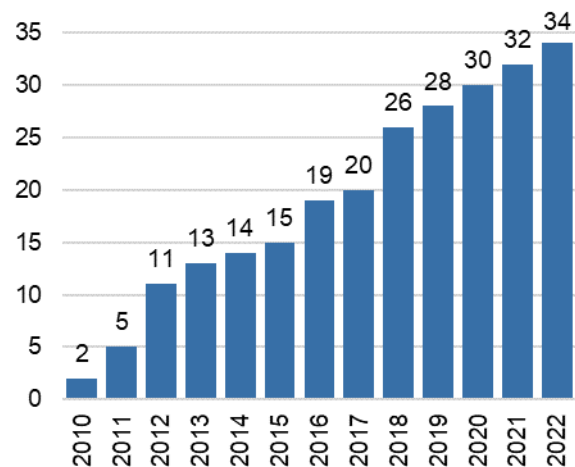


Nombre de mammographies effectuées dans le cadre du programme de dépistage du cancer du sein (source: SSP)

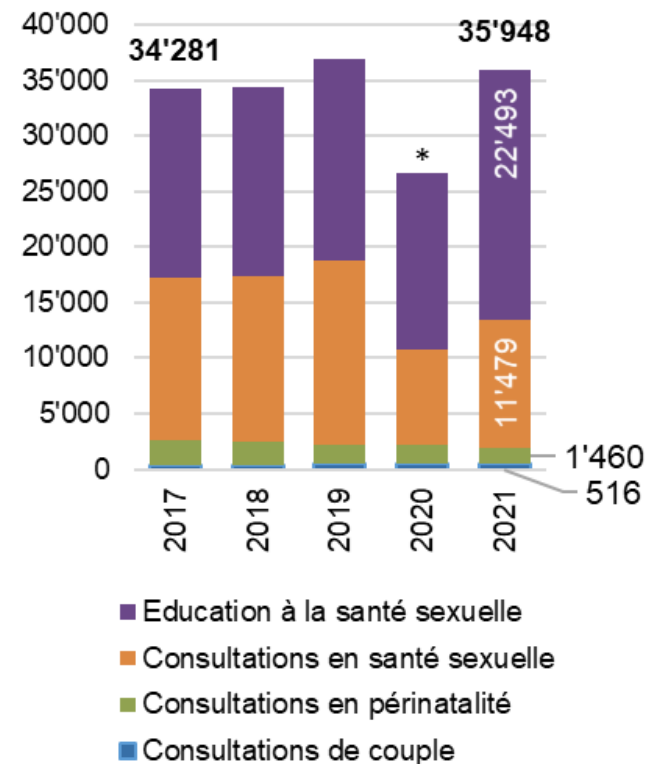


*La diminution est liée à la fermeture des centres de dépistage durant plusieurs semaines en lien avec les mesures COVID-19

Nombre de communes labellisées « communes en santé » (source: PSV)



Nombre de bénéficiaires de prestations des centres SIPE (source: SIPE)



*En 2020, les activités du SIPE ont été partiellement impactées par la pandémie de COVID-19



Soins de premier recours

- Autorisations de pratiquer (clause du besoin)
- Consultation médicale téléphonique Medi24
 - **Garde médicale adulte 0900 144 033**
(fr. 0.50 / appel + fr. 2.- / min, max fr. 30.50)
 - **Garde médicale pédiatrique 0900 144 027**
(fr. 0.50 / appel + fr. 2.- / min, max fr. 30.50)
 - **Urgences médico-dentaires 0900 144 044**
(fr. 0.50 / appel + fr. 2.- / min)
- Soutien à l'assistantat au cabinet médical
- Maison(s) de garde (Viège – HANOW, Sion ?, Martigny ?)

Répartition des tâches et du financement



▲ Dispositions générales de la loi sur la santé

- Conseil d'Etat : définition de la politique cantonale en matière de santé (LS, art. 7)
- Communes : veillent à une couverture adéquate des besoins de leur population en soins de base ambulatoires. Au besoin, elles prennent, en collaboration avec le canton et les autres communes de la région, des mesures incitatives visant à renforcer l'offre, dans le cadre de la politique sanitaire cantonale et sous réserve des compétences spécifiques du canton. (LS, art. 12)

▲ Département de la santé

- Autorisations de pratique (LS, art. 49ss)

▲ Société médicale du Valais

- Organisation du service de garde (LS, art. 65)

▲ Financement

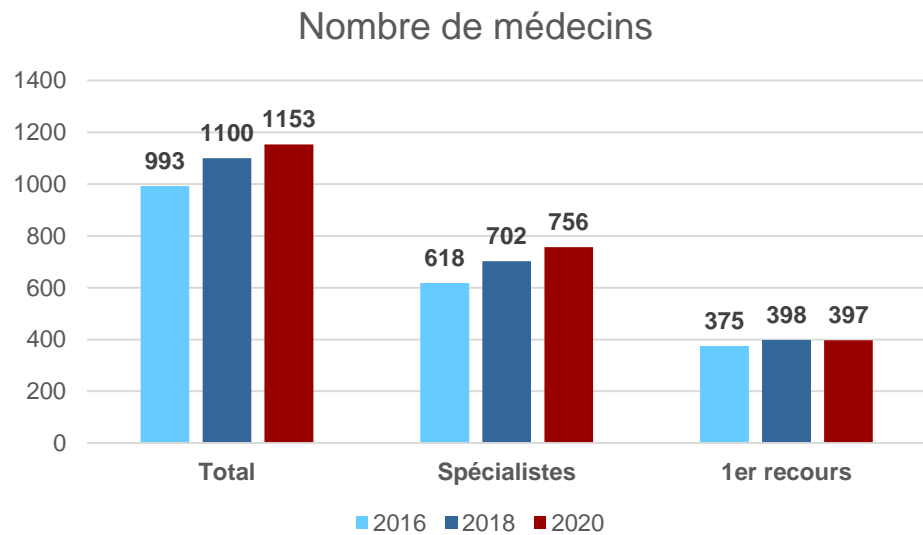
- Le canton peut subventionner le service de garde (LS, art. 67) ainsi que les prestations d'intérêt général des hôpitaux (notamment gardes, urgences et piquets) (LEIS art. 21)

Soins de premier recours



Plus de médecins, plus jeunes et plus de femmes

Nombre de médecins avec autorisation de pratique en Valais (source: OVS)



Age médian, sexe et taux d'activité des médecins autorisés en Valais (source: OVS, enquête sur l'activité des médecins en Valais 2018)

		Total	Spécialistes	1er recours
Âge médian des médecins	2018	51	51	52
	2014	53	52	57
Part des médecins femmes	2018	35%	30%	43%
	2014	28%	27%	30%
Demi-journées d'activité	2018	7.8	7.9	7.6
	2014	7.8	7.5	8.4

Secours pré-hospitaliers

- Coordination avec l'Organisation cantonale valaisanne des secours (OCVS)
- Centrale d'alarme 144
- Planification des ambulances
- Concept de prise en charge des arrêts cardio-respiratoires (ACR)

Délai de réponse des interventions, 2021
(source: OCVS)

Type de dispositif	Délai de réponse médian ¹	
	Jour	Nuit
Ambulances (P1)	10	12
Ambulance et Hélicoptères (P1)	10	11

¹Délai de réponse = temps écoulé entre l'alerte des services de secours et l'arrivée auprès du patient. Pour l'ensemble du canton.



© Richard Chapuis

Répartition des tâches et du financement

▲ Conseil d'Etat

- planification (LOSS, art. 4)
- nomination du conseil d'administration OCVS (LOSS, art. 6bis)
 - OCVS: Organisation Cantonale Valaisanne des Secours, établissement de droit public autonome

▲ Département de la santé

- contrat de prestations à l'OCVS (LOSS, art. 5bis)
- autorisations d'exploiter une entreprise de secours (LOSS, art. 9)

▲ OCVS (LOSS, art. 5)

- évaluer les besoins et mettre en œuvre la planification
- veiller à la qualité des prestations
- gérer la centrale 144

▲ Financement

- Pouvoirs publics : canton (70%), communes (30%) (LOSS, art. 14)
- Assurances (interventions)

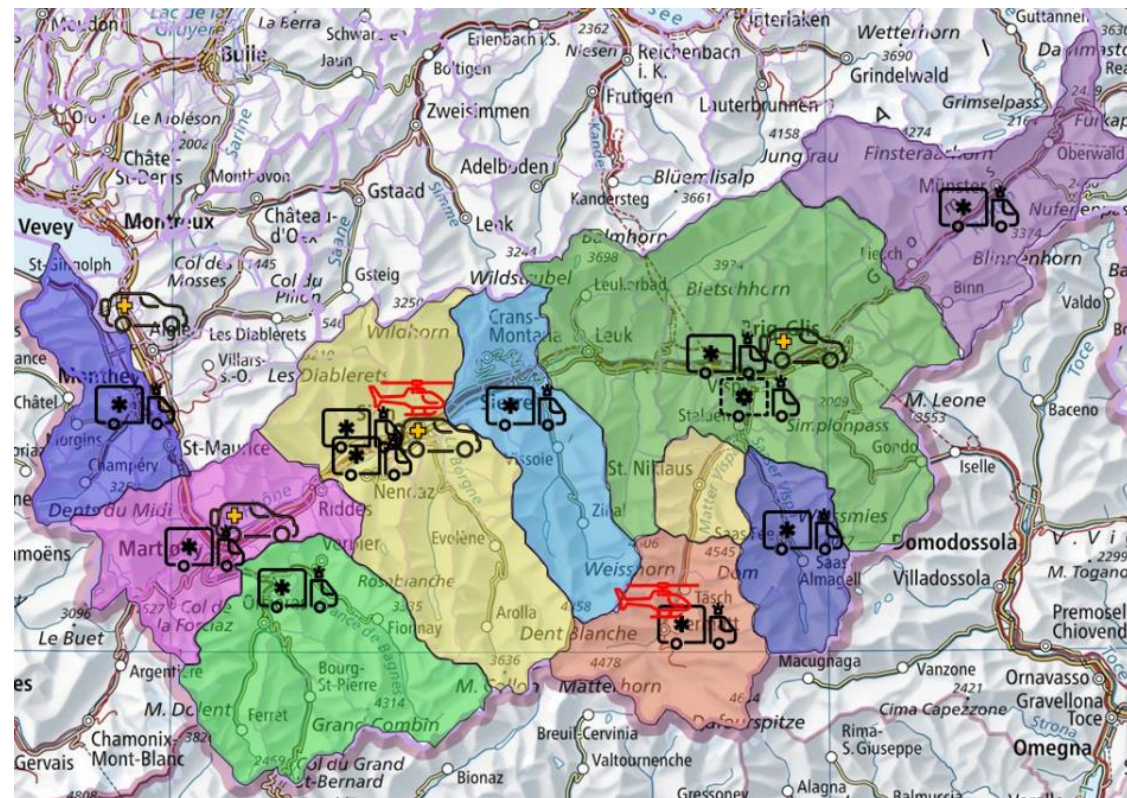
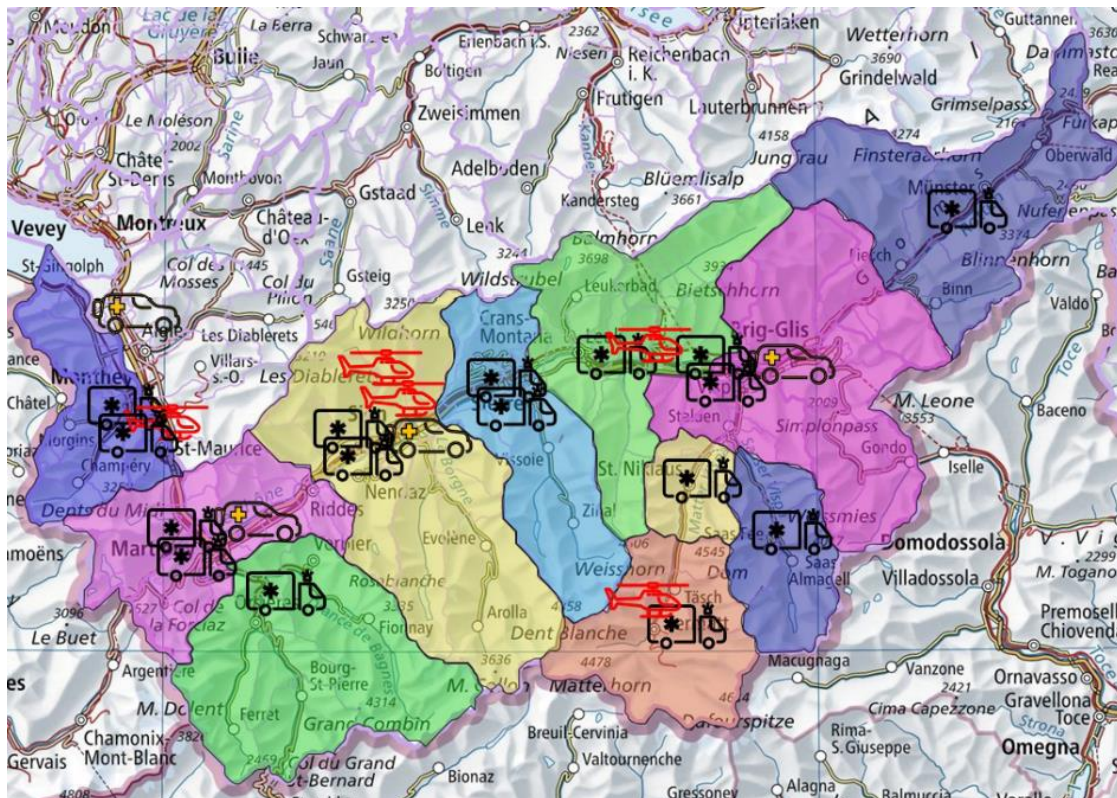


Ambulances et hélicoptères - dispositif



Dispositif de secours maximal de jour, en très haute saison (source: OCVS, 2021)

Dispositif de secours de nuit, toutes saisons (source: OCVS, 2021)



: ambulances

: ambulance de piquet

: SMUR

: hélicoptères



Soins hospitaliers

- Autorisations d'exploiter
- Planification et liste hospitalières
- Financement de 55% des hospitalisations en stationnaire
- Hospitalisations hors canton
- Surveillance de la qualité des soins et de la sécurité des patients
- « Ambulatoire avant stationnaire »
- Prestations d'intérêt général (urgences, soins palliatifs, etc.)



Répartition des tâches et du financement

▲ Conseil d'Etat

- Planification (LEIS, art. 5)

▲ Département de la santé

- Autorisations d'exploiter (LS, art. 74)

▲ Financement

- Soins stationnaires : canton 55%, caisses-maladie 45% (LAMal, 49a)
- Soins ambulatoires : caisses-maladie (LAMal, art. 41)
- Prestations d'intérêt général : canton (LEIS, art. 21)
- Remarque : en Valais les communes ne participent plus au financement des hôpitaux depuis 2004



Planification hospitalière

▲ Hôpitaux publics (85% des hospitalisations)

- **Hôpital du Valais (HVS)**

Brigue, Viège, Sierre, Sion, Martigny, St-Maurice (clinique St-Amé), Monthey (hôpital psychiatrique de Malévoz)

- **Hôpital Riviera-Chablais (HRC) Vaud Valais**

Rennaz, Monthey, Vevey

▲ Hôpitaux privés (5% des hospitalisations)

Clinique de Valère, Rehazentrum Leukerbad, Clinique romande de réadaptation (SUVA), Cliniques de Montana (bernoise, genevoise, lucernoise), CIC Saxon

▲ Hôpitaux hors canton (10% des hospitalisations)

- **Sur la liste cantonale**

Hôpitaux universitaires, centres de réadaptation (Bâle, Balgrist, Nottwil)

- **Hors liste cantonale**

Libre choix → tarifs valaisans (sauf urgences)

Investissements hospitaliers



Ouverture de l'hôpital de
Rennaz
Transformation de
Monthey et Vevey
Samaritain



Agrandissement du
site de Brigue



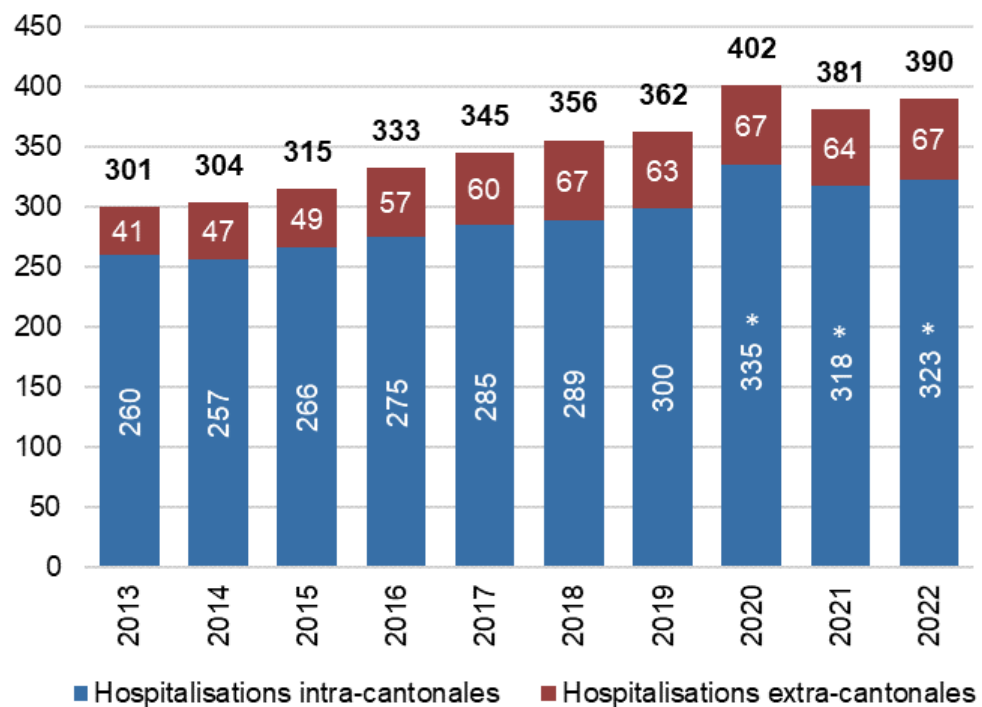
Agrandissement du site de Sion
Transformation des hôpitaux de
Martigny et Sierre
Construction de la Stérilisation
centrale à Martigny
Réaffectation de Malévoz
Rénovation de St-Amé

- H** Hôpitaux de soins aigus
- H** Hôpitaux spécialisés en suite de traitement, médecine interne et gériatrie
- C** Clinique de gériatrie et réadaptation



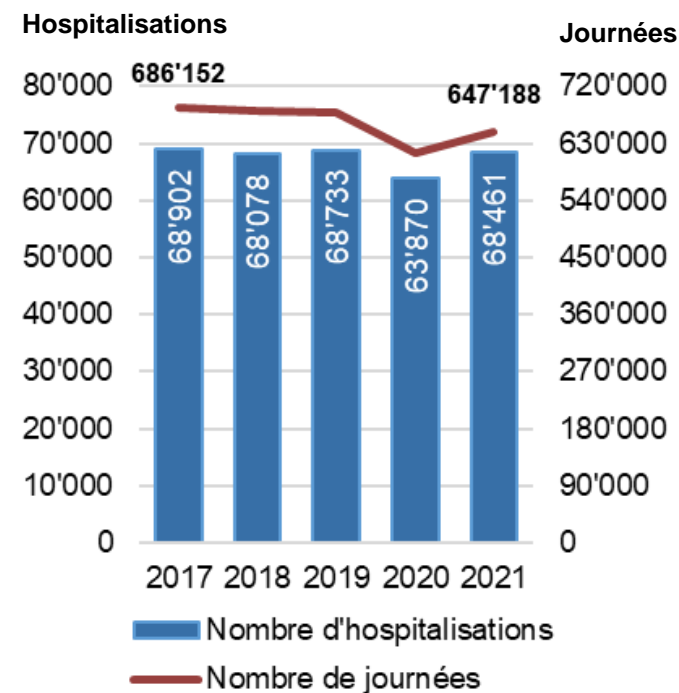
Hôpitaux et cliniques

Participation financière brute du Service de la santé publique au financement hospitalier, en millions de francs (source: SSP)



* Y compris compensations COVID-19

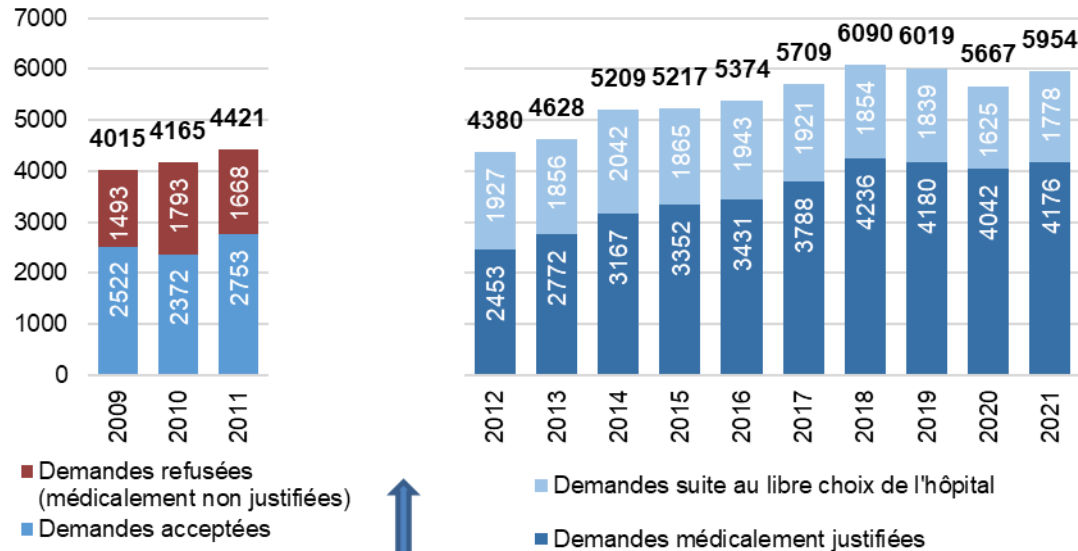
Nombre de cas et de journées d'hospitalisation dans les hôpitaux situés en Valais (source: OFS)





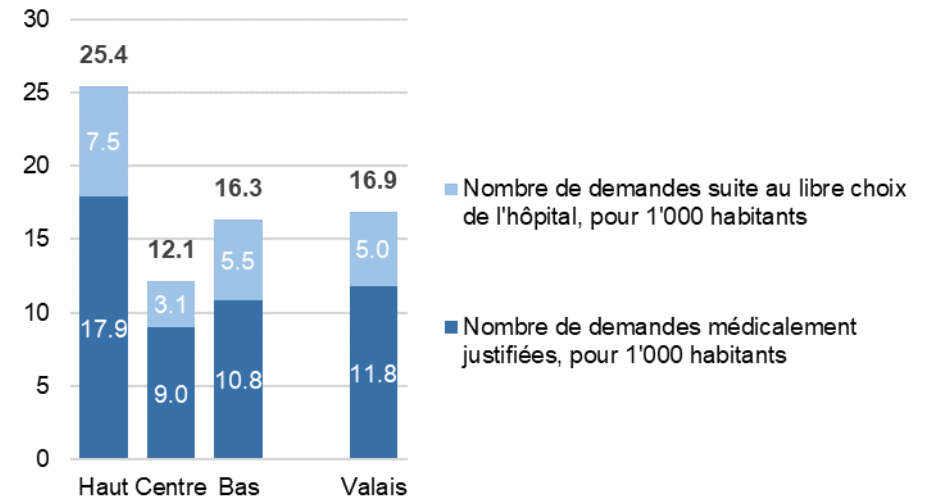
Hospitalisations hors canton

Nombre de demandes d'hospitalisations hors canton médicalement justifiées ou suite au libre choix (source: SSP)



Libre choix de l'hôpital

Nombre de demandes d'hospitalisation hors canton médicalement justifiées ou suite au libre choix de l'hôpital pour 1'000 habitants, selon les régions, 2021 (source: SSP)

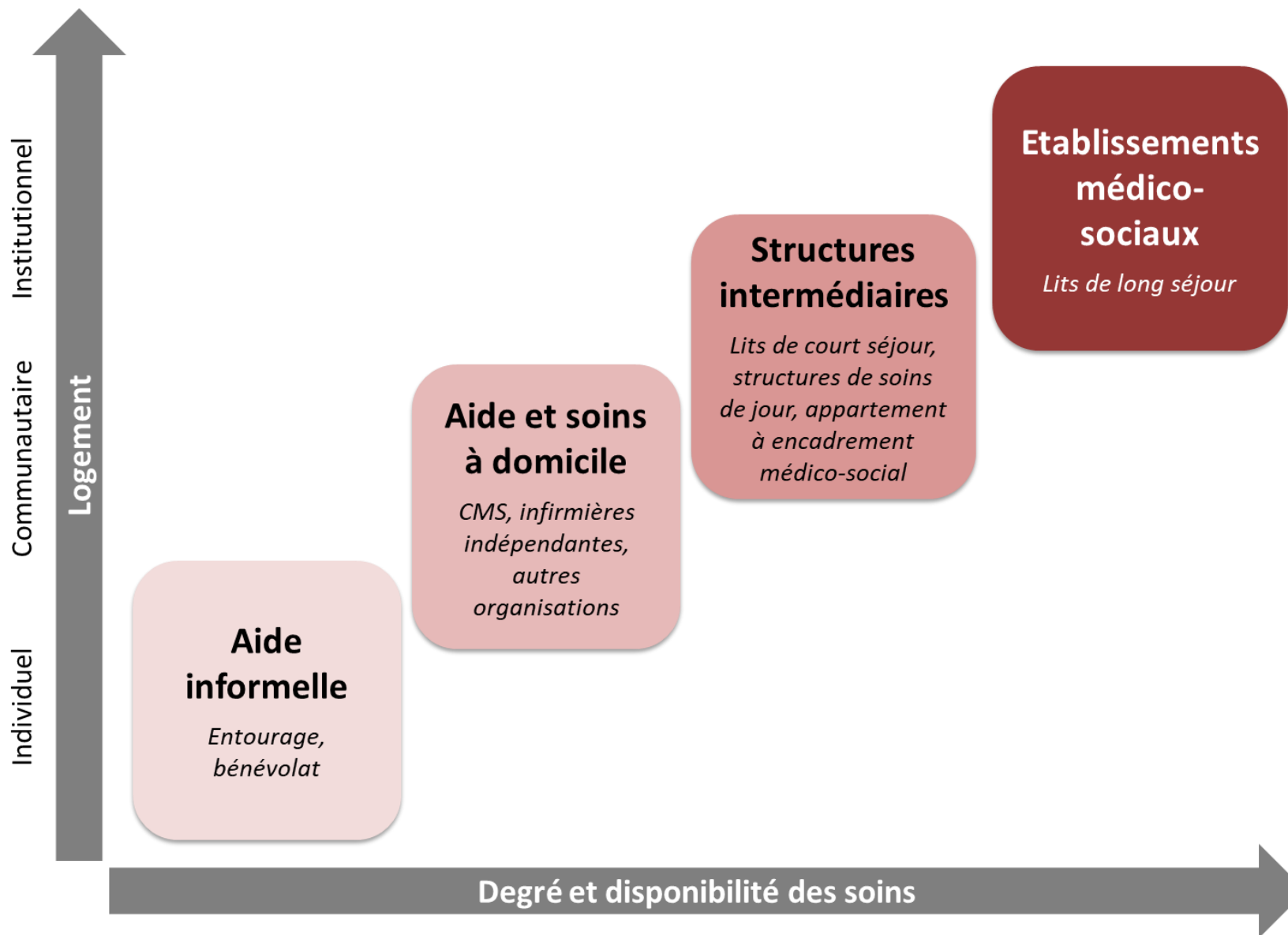




Soins de longue durée

- Favoriser la vie à domicile autant que possible
- Planification des soins de longue durée
- Autorisations d'exploiter
- Subventionnement
- Soutien aux proches aidants
- Court séjour en EMS à 50 fr./jour
- Structure de soins de jour à 40 fr./jour

Soins de longue durée



Répartition des tâches (1)

Conseil d'Etat

- **Planification (LSLD, art. 12)**
 - Liste cantonale des EMS
 - Mandat de prestations aux CMS

Commissions régionales des soins de longue durée (LSLD, art. 15)

- **Organes consultatifs en matière de mise en œuvre de la planification des soins de longue durée**
- **Coordination entre le canton et les communes**
- **Veillent à la mise à disposition d'une offre adaptée**

Département de la santé

- **Autorisations d'exploiter (LSLD, art. 11)**
- **Attribution des lits d'EMS (LSLD, art. 12)**

Canton du Valais	
Régions sanitaires	Districts
Haut-Valais	Brig Goms Leuk Raron Visp
Sierre	Sierre
Sion/Hérens/Conthey	Conthey Hérens Sion
Martigny/Entremont	Entremont Martigny
Monthey/St-Maurice	Monthey Saint-Maurice

Répartition des tâches (2)

▲ Communes

- **Mise en œuvre de la planification (LSLD, art. 16)**
 - Veiller à l'accès de la population à tous les types de prestations
- **Rattachement à un ou plusieurs EMS (LSLD, art. 17)**
 - Convenir de la possibilité d'accueillir les ressortissants de la commune et du prix de pension → réduire les difficultés de placement pour les personnes domiciliées dans des communes ne disposant pas d'EMS
 - Modalités au libre choix des communes (par exemple par voie de convention)
- **Rattachement à une ou plusieurs organisations de soins et d'aide à domicile (LSLD, art. 17)**
 - Chaque commune est déjà rattachée à un CMS (les CMS étant des associations en main des communes)





Rôle des communes

- ▲ Accès de la population à l'ensemble des prestations
 - Promouvoir l'utilisation des structures de soins de jour
 - Promouvoir l'utilisation des lits de court séjour
 - Evaluer l'opportunité de mise à disposition d'appartements à encadrement médico-social
 - En collaboration avec les CMS
 - Tenir compte des particularités locales (mentalités, taux de propriétaires de logement, etc.)
- ▲ Politique communale en faveur des aînés
 - Prévenir l'isolement social
 - Activités récréatives et sportives
 - Soutien aux proches aidants
 - Favoriser le bénévolat
 - Etc.

Répartition du financement (1)

▲ Dispositions fédérales (LAMal, art. 25a)

- **Contribution des caisses-maladie aux coûts des soins**
 - Fixée par le Conseil fédéral
 - EMS et structures de soins de jour: 12 niveaux de soins
 - Soins à domicile: évaluation et conseils, examens et traitements, soins de base
- **Contribution résiduelle aux coûts des soins**
 - A régler par chaque canton
 - Possibilité de faire contribuer les assurés (max. 20% de la contribution des caisses-maladie, soit max. Fr. 23.- par jour)

Conseil
fédéral →

Contribution des caisses-maladie

Participation des assurés

Canton / communes 70% / 30%

→ droit
cantonal

Répartition du financement (2)

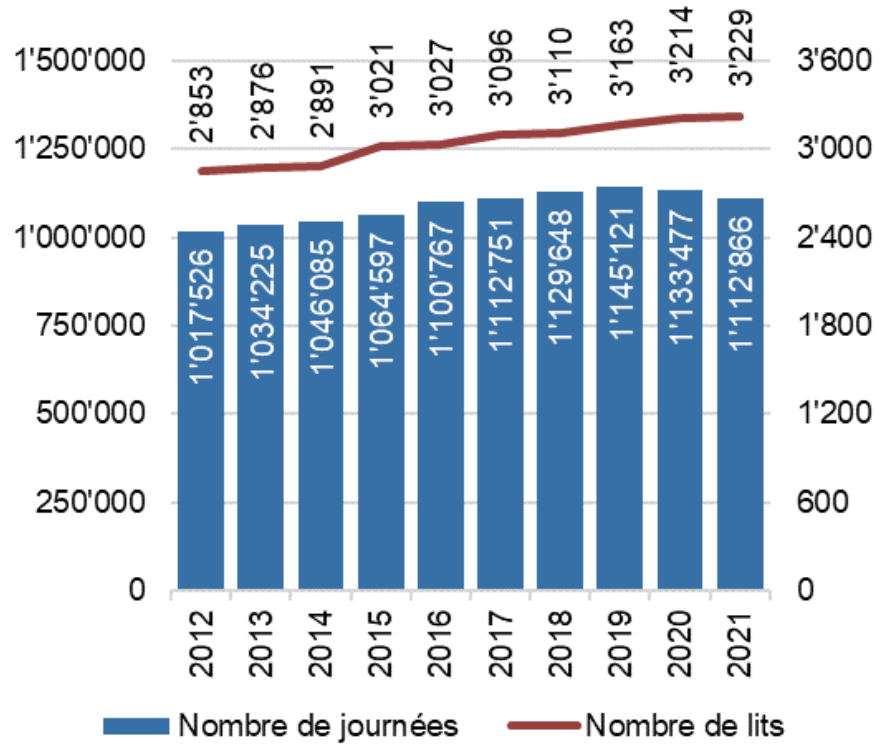
Dispositions cantonales valaisannes

- **Contribution des assurés aux coûts des soins**
 - Uniquement en EMS selon fortune (LSLD, art. 19)
- **Contribution résiduelle aux coûts des soins**
 - Canton (70%) et communes (30%) (LSLD, art. 21)
- **Autres subventions des pouvoirs publics : exploitation**
 - EMS: formation, lits court séjour, dépenses ne relevant pas de la LAMal (LSLD, art. 27)
 - CMS: dépenses selon mandat de prestations (LSLD, art. 28)
 - Structures de soins de jour (SSJ): dépenses retenues (LSLD, art. 29)
 - Répartition: canton 70%, communes 30% (LSLD, art. 30)
- **Autres subventions des pouvoirs publics : investissements**
 - EMS et SSJ : canton 20% à 30% selon degré de participation des communes (LSLD, art. 32 et 33)
 - CMS : reconnaissance des amortissements dans les dépenses retenues au subventionnement



Etablissements médico-sociaux

Evolution du nombre de lits de **long séjour** et de journées d'hébergement (source: OFS, SOMED)

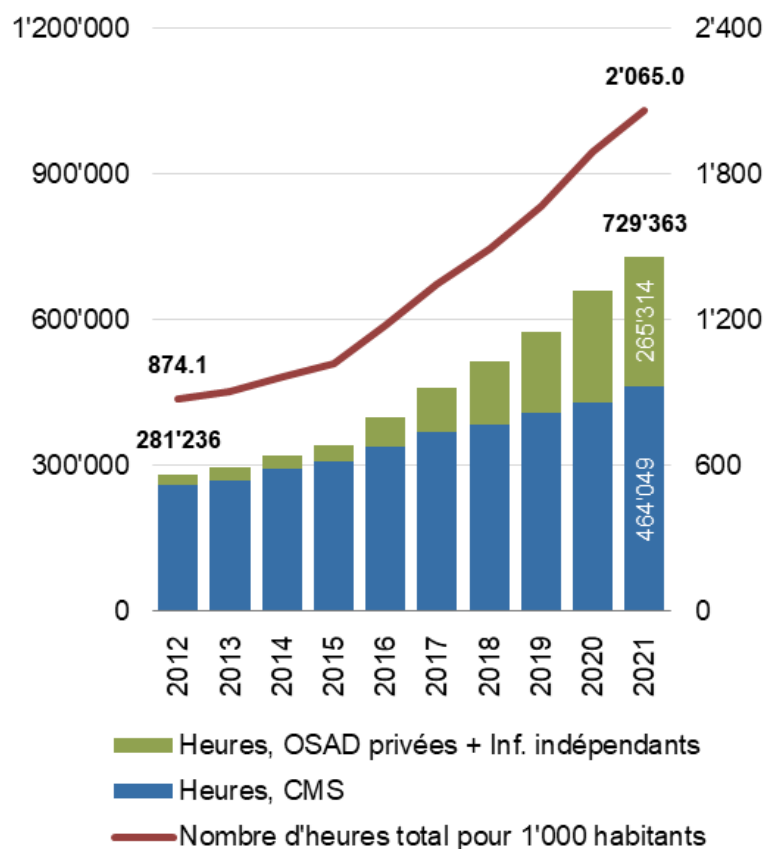


Age moyen à l'entrée en EMS : 84.4 ans
Durée moyenne de séjour : 30.2 mois

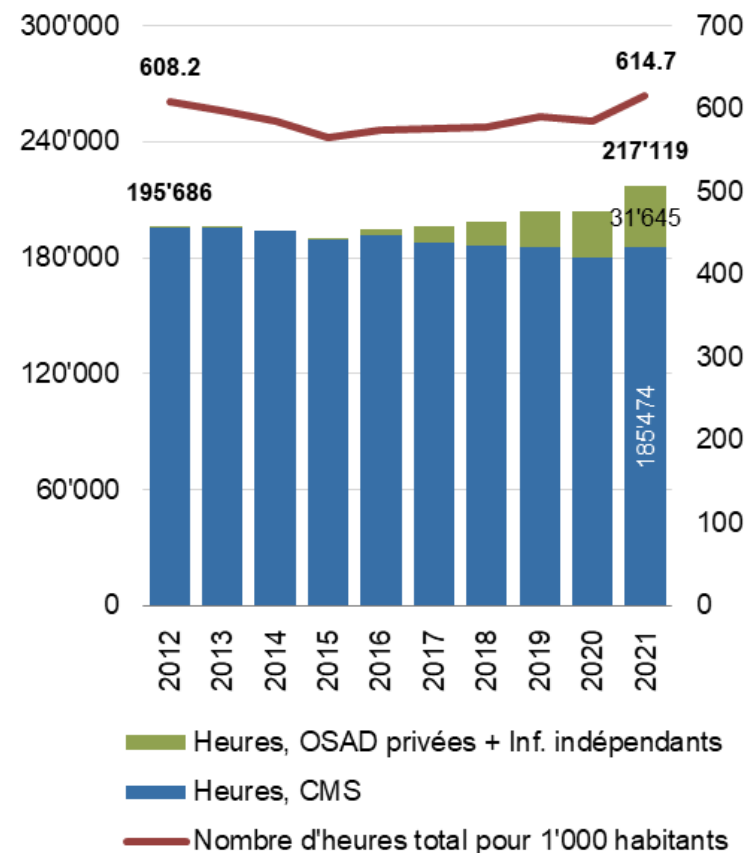
Soins et aide à domicile



Nombre d'heures de **soins à domicile** facturées total et pour 1'000 habitants (source: OFS, SPITEX)



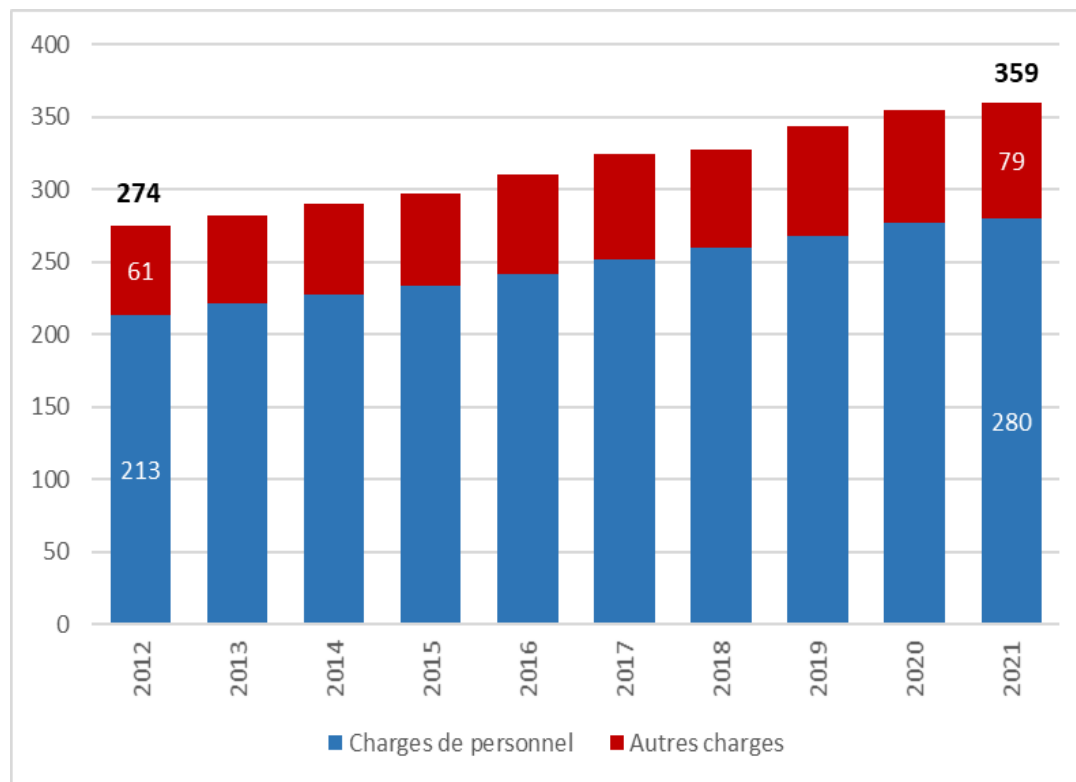
Nombre d'heures d'**aide à domicile** facturées total et pour 1'000 habitants (source: OFS, SPITEX)



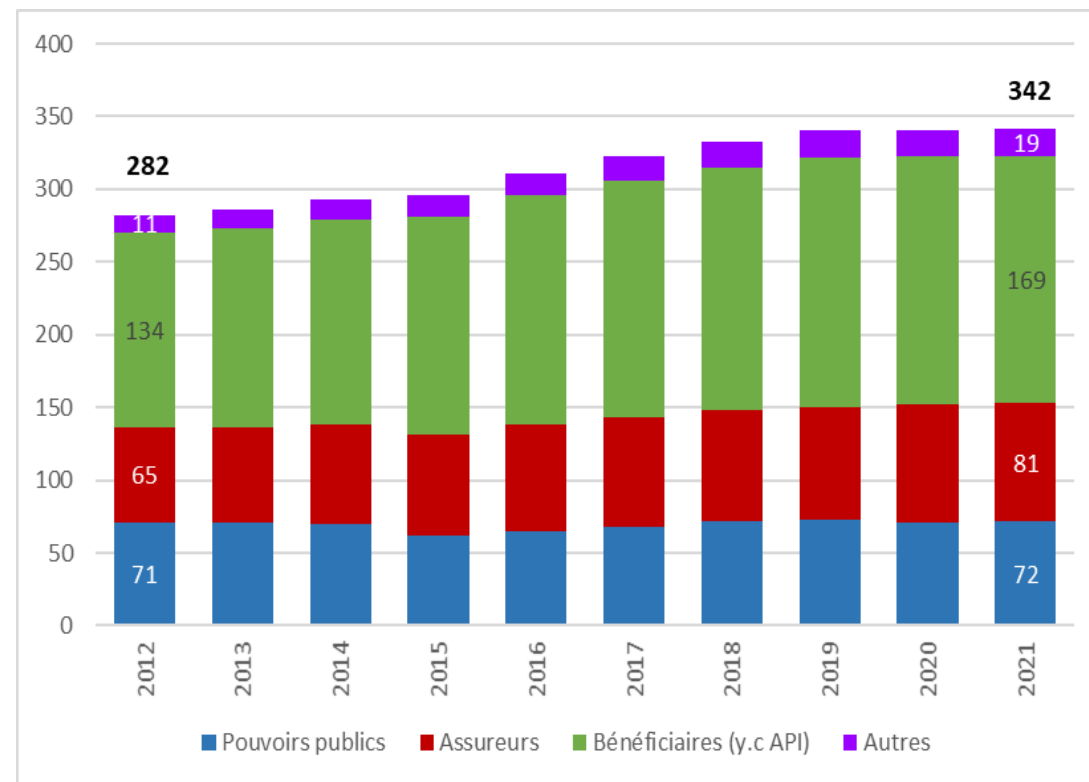
Evolution des charges et produits des EMS



Charges des EMS, Valais, depuis 2012, en millions de CHF (source : SSP)



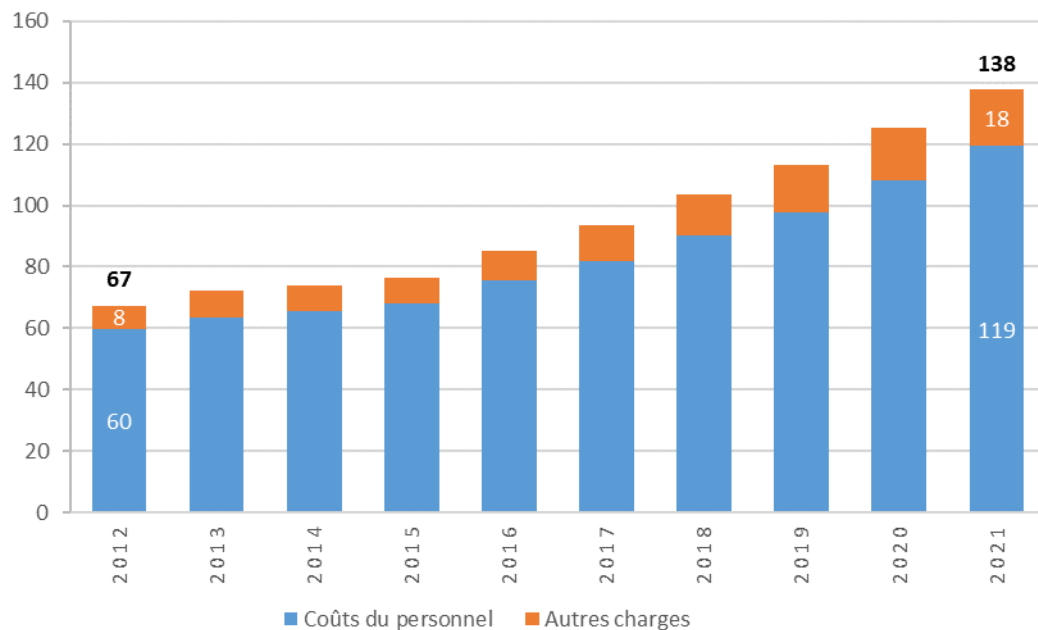
Produits des EMS, Valais, depuis 2012, en millions de CHF (source : SSP)



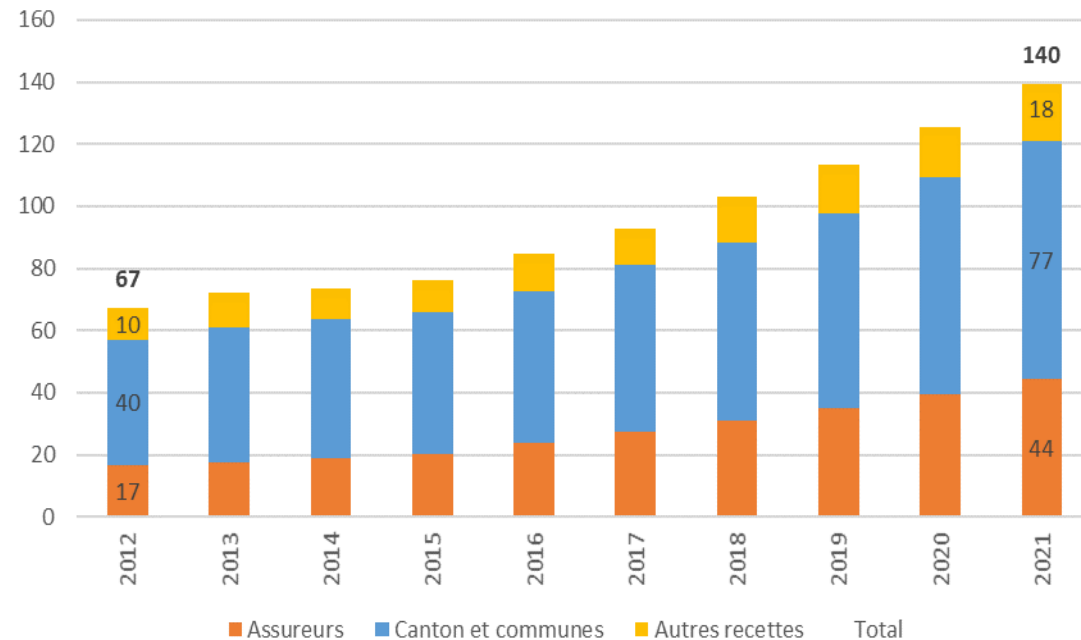


Evolution des charges et produits des services d'aide et de soins à domicile

Charges des services d'aide et de soin à domicile, Valais, depuis 2012, en millions de CHF (source : SPITEX / OVS)

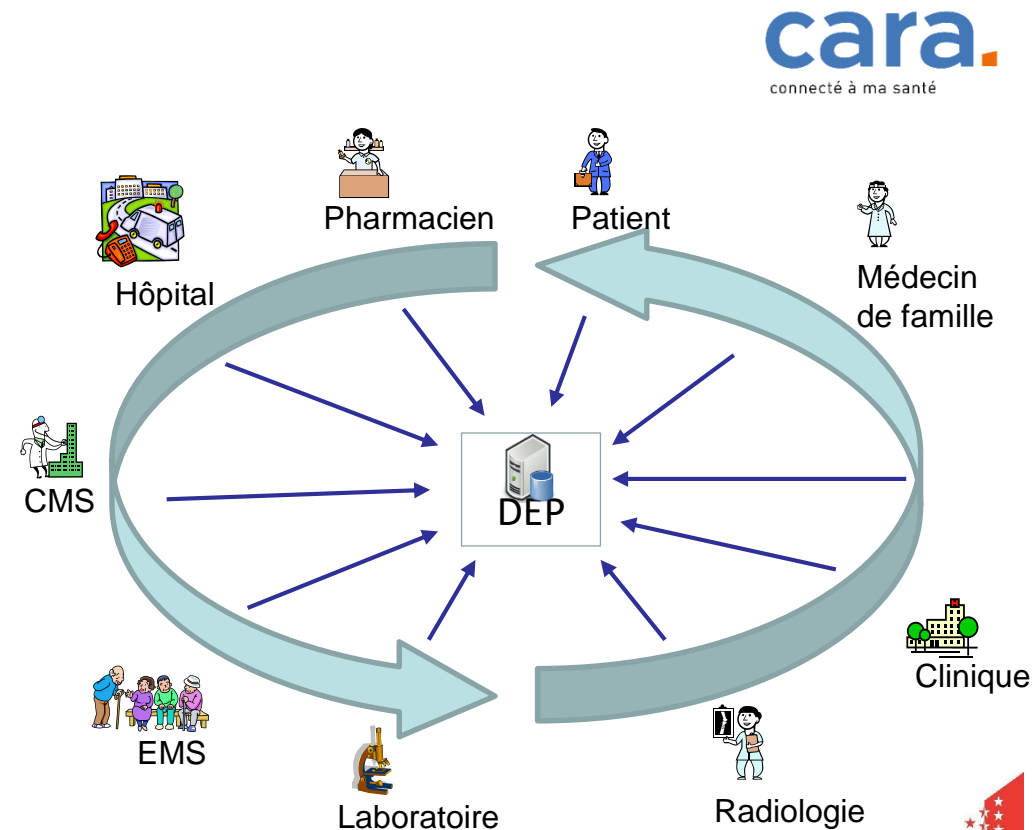


Produits des services d'aides et de soins à domicile, Valais, depuis 2012, en millions de CHF (source : SPITEX / OVS)



Réseaux de soins

- Service de coordination socio-sanitaire www.secoss.ch
- Dossier électronique du patient www.cara.ch
- Concept Proches aidants
- Concept Démences
- Concept Soins palliatifs





Assurance-maladie

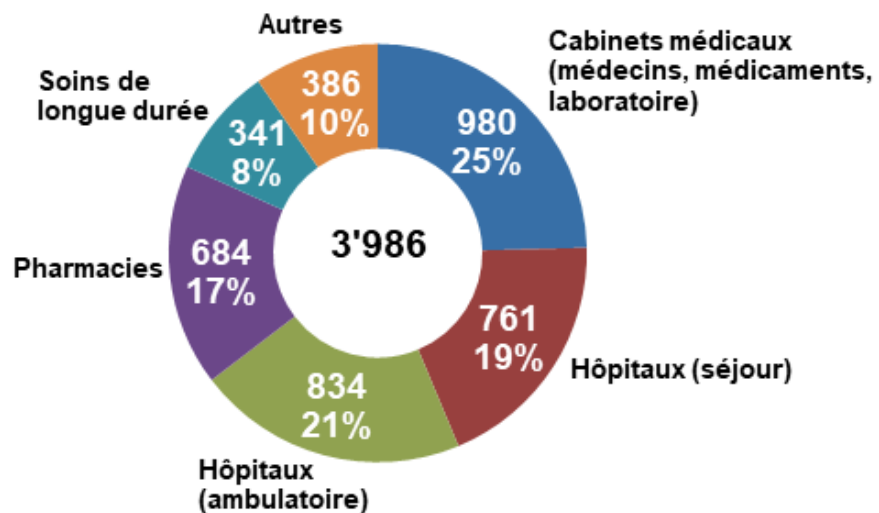
- Obligation d'assurance
- Réduction individuelle des primes d'assurance-maladie
<https://www.vs.ch/fr/web/avs/reduction-de-prime-cm>





Coûts AOS valais

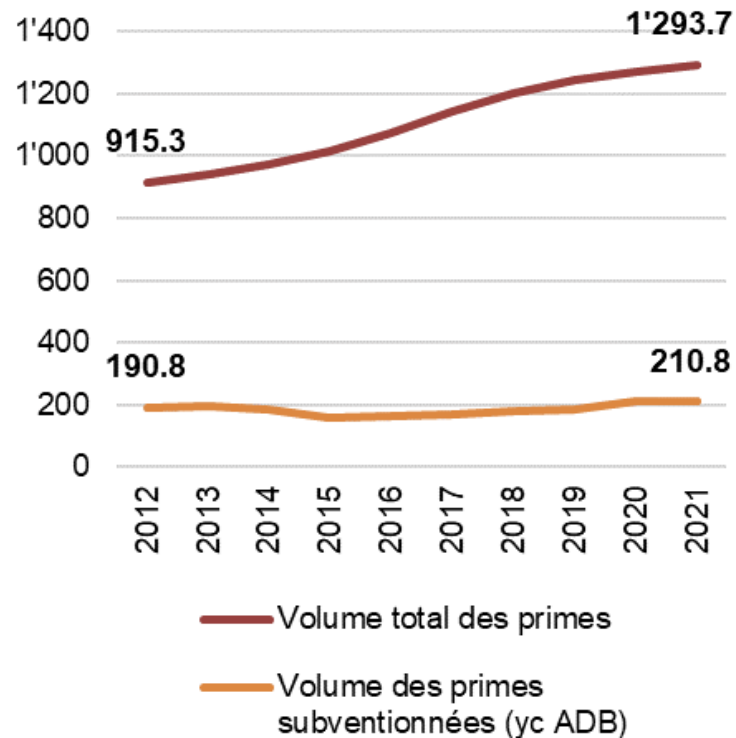
Répartition des coûts bruts 2020 à charge de l'AOS, selon le prestataire, en Valais, en millions de CHF
(source: OFS, SPITEX)



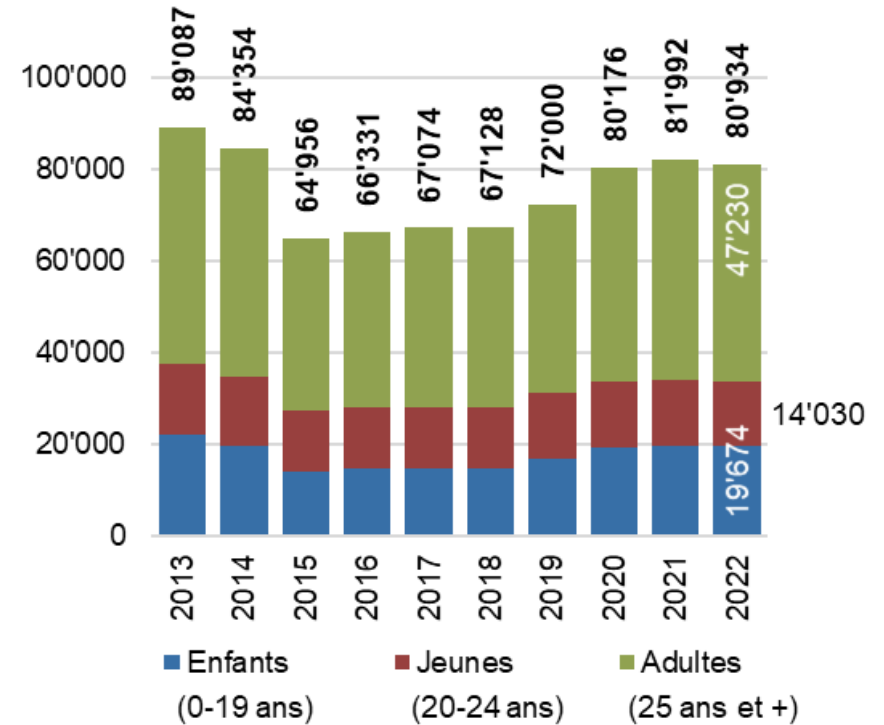
Réduction individuelle des primes d'assurance-maladie



Total des primes effectives encaissées par les assureurs et des subventions allouées pour la réduction individuelle des primes
(source: OFSP, SSP)



Nombre de bénéficiaires de la réduction individuelle des primes
(source: CCC)



Conclusion



Service de la santé publique

Avenue de la Gare 23 / 1950 Sion

Tél. 027 606 49 00

santepublique@admin.vs.ch

www.vs.ch/sante

Office du médecin cantonal

Avenue de la Gare 23 / 1950 Sion

Tél. 027 606 49 00

medecin-cantonal@admin.vs.ch

www.vs.ch/sante